



UNE ÉCOLE OÙ L'INCLUSION SE SIGNE

PAR PIERRE JASSOGNE
ILLUSTRATIONS : FRED ROEKENS

FOCALES

À Namur, la Communauté scolaire Sainte-Marie accueille chaque année une cinquantaine d'élèves sourds ou malentendants dans des classes mixtes, aux côtés d'élèves entendants, de la maternelle au secondaire. Vingt-cinq ans après ses débuts, ce projet bilingue français–langue des signes reste sans équivalent en Fédération Wallonie-Bruxelles, porté par une équipe qui jongle avec la pénurie d'enseignants, la quête de financements et l'envie de prouver qu'une autre école est possible.

ALLER DIRECTEMENT À L'ESSENTIEL

«*Aller directement à l'essentiel*», lance Laetitia Legrain, l'une des professeures de mathématiques, à la classe. Il en va des équations comme de l'inclusion.

Dans cette classe de 4^e secondaire, l'algèbre se vit de façon bilingue : une voix explique en français les équations de droites, tandis que des mains traduisent, nuancent, reformulent des formules pour les élèves sourds ou malentendants présents en classe.

Les tables sont alignées face à un grand écran tactile où s'affichent les exercices sur les droites obliques, horizontales et verticales ; les élèves viennent tour à tour résoudre au tableau pendant que la classe suit, cahier ouvert.

Au fond, quelques sacs, classeurs et vestes entassés rappellent que l'on est dans une classe ordinaire, mais où la présence de deux enseignantes change subtilement la dynamique : tout le monde écoute tantôt la parole, tantôt regarde les mains.

À Namur, la Communauté scolaire Sainte-Marie propose, pour chaque niveau, de la maternelle au secondaire, une classe bilingue qui inclut de petits groupes d'élèves sourds ou malentendants au sein de classes majoritairement entendants ; l'enseignement y est simultanément en français et en langue des signes de Belgique francophone (LSFB).

L'algèbre se vit de façon bilingue : une voix explique en français les équations de droites, tandis que des mains traduisent, nuancent, reformulent des formules pour les élèves sourds ou malentendants présents en classe.

→



→ Dès la maternelle, les deux langues sont présentes. Les jeunes enfants évoluent auprès d'un référent sourd et d'un référent entendant, afin d'acquérir naturellement le bilinguisme. Les activités mêlent jeux, ateliers et échanges, en inclusion ou en petits groupes.

Au primaire, les matières générales (maths, éveil, éducation physique, etc.) sont suivies avec les camarades entendants. Les cours de langues ont lieu en dehors de l'inclusion, pour permettre un apprentissage plus ciblé.

En secondaire, la structure reste identique, avec un enseignant par matière et la présence d'interprètes scolaires si nécessaire. Certains cours – comme celui de pratiques bilingues ou de LSFB – approfondissent la maîtrise des deux langues.

Chaque classe est encadrée donc par un binôme d'enseignants : l'un s'exprime en français, l'autre en langue des signes. L'objectif est clair : offrir aux élèves sourds et malentendants une scolarité ordinaire, pensée pour répondre à leurs besoins linguistiques et émotionnels spécifiques.

Lorsqu'il s'agit de calculer une pente ou de distinguer une droite verticale d'une horizontale, une enseignante interroge les élèves en français tandis que la seconde montre le geste correspondant, attire l'attention d'un élève sourd d'un léger tapotement sur la table avant de signer; les deux professeurs gardent un œil constant sur les regards, pour vérifier que personne n'est perdu, dans un climat où l'on prend le temps de reformuler et de rassurer.

Ce duo demande une coordination fine : pendant que l'une corrige avec un élève au tableau, l'autre circule entre les bancs, répond à une question en LSFB, vérifie un cahier, ou donne un signe discret pour ralentir le rythme de la démonstration lorsque la traduction exige plus de temps.

La discipline mathématique se prête ici à une pédagogie très structurée, mais le bilinguisme l'oblige à être encore plus explicite : chaque notion – pente, ordonnée, équation – est décomposée, signée, écrite, rejouée sur des exemples concrets, et cette rigueur bénéficie à toute la classe, y compris aux élèves entendants.

Quand un élève vient résoudre un exercice au tableau numérique, le groupe commente à voix haute... et par signes, installant une autre manière de « faire classe ».

Dans la classe, trois jeunes sont sourds ou malentendants, avec des profils et des réalités très différents. L'une porte un implant cochléaire, est capable de signer, de parler, de passer d'une langue à l'autre; sa copine, assise juste à côté, n'en porte pas, mais toutes deux fréquentent cette école bilingue depuis plusieurs années et connaissent par cœur la mécanique du cours. Quand une réponse n'est pas claire, elles se tournent l'une vers l'autre, se refont l'exercice en quelques signes dans un va-et-vient fluide.

À leurs côtés, un jeune garçon, arrivé à l'école à la rentrée, ne signe pas encore; il est malentendant par contre et s'appuie surtout sur la parole de l'enseignante, sur le texte projeté, sur les schémas tracés à la craie. Les deux enseignantes gardent régulièrement un œil sur lui, prennent le temps d'indiquer du doigt la ligne à suivre, d'expliquer à voix basse un passage trop rapide, de lui redonner l'essentiel quand la discussion est partie dans tous les sens.

« Les profils de surdité sont extrêmement variés, explique Magaly Ghesquière, coordinatrice pédagogique. Certains enfants sont implantés et disposent d'une aide auditive très performante, mais qui ne restitue pas l'audition complète : dans le bruit ou les échanges rapides, la compréhension reste difficile. D'autres, dont les familles choisissent peu ou pas de prothèses, s'expriment surtout en langue des signes. Entre ces deux extrêmes, il existe une multitude de situations : enfants malentendants, bilingues ou encore certains arrivant sans langue structurée, avec un retard cognitif à combler. Plus récemment, des adolescents malentendants issus de l'enseignement ordinaire rejoignent l'école, souvent par besoin d'un cadre où la communication leur est enfin accessible. »

Ce duo demande une coordination fine : pendant que l'une corrige avec un élève au tableau, l'autre circule entre les bancs, répond à une question en LSFB, vérifie un cahier ou donne un signe discret pour ralentir le rythme de la démonstration lorsque la traduction exige plus de temps.



- Chaque élève demande donc un accompagnement différencié, patient et attentif. Dans ce ballet discret de voix et de mains, chacun arrive à trouver sa place, et les équations cartésiennes deviennent le terrain commun où se fabrique, très concrètement, l'inclusion.

CRÉER DES PASSERELLES

Autre ambiance, celle d'une classe de 4^e primaire. Le bruit de fond n'est ni du brouhaha ni un silence figé : c'est un mélange de chuchotements, de froissements de feuilles... et de mains qui bougent sans cesse pour traduire, demander, expliquer.

Assis par groupes, les élèves terminent une série de calculs. Certains se lèvent déjà, feuille à la main, pour venir montrer leurs opérations à l'enseignante, pendant que d'autres recommencent un exercice qui « coince ». À l'avant de la classe, un *Time Timer* (minuterie visuelle) mural rappelle le temps qui reste, un tableau de cent carrés numérotés tapisse le mur, les boîtes de fiches se superposent sur les étagères et, tout en haut, un alphabet illustre chaque lettre par un signe de la langue des signes. Tout un décor qui rappelle que l'école ancre ce bilinguisme dans les apprentissages ordinaires, et pas dans une filière à part.

Dans cette filière bilingue français-langue des signes, les cours alternent entre temps d'inclusion, où tous les élèves apprennent ensemble, et temps hors inclusion, consacrés aux apprentissages linguistiques, que ce soit en français ou en LSFB.

Mais le français, utilisé à l'oral et à l'écrit, reste omniprésent en classe : dans les activités quotidiennes, les échanges individuels ou les travaux de lecture. Mais la réussite ne dépend pas de la capacité à parler le français. Chaque élève avance selon ses moyens, soutenu par des outils et des méthodes adaptées. L'objectif est double : maîtriser les deux langues et se sentir pleinement acteur de son apprentissage.

« Le plus souvent, explique Magaly Ghesquière, coordinatrice pédagogique, les cours de français se donnent à l'extérieur du groupe d'inclusion. C'est plus efficace, car les méthodes et les besoins diffèrent trop. Travailler séparément permet de se concentrer sur l'essentiel : le français, la langue des signes et les ponts entre les deux. »

Cette organisation souple découle d'une observation de terrain : dès les premières années, les enseignants ont constaté que l'inclusion totale montrait ses limites. « Sortir du groupe pour certains cours permet de mieux différencier les approches. Un enfant sourd qui parle français n'a pas les mêmes besoins qu'un autre qui n'en a pas encore la maîtrise », poursuit Magaly Ghesquière.

L'école privilégie donc une alternance équilibrée : inclusion quand elle favorise le vivre-ensemble, travail séparé quand il renforce les apprentissages.

Dans cette filière bilingue français-langue des signes, les cours alternent entre temps d'inclusion, où tous les élèves apprennent ensemble, et temps hors inclusion, consacrés aux apprentissages linguistiques que ce soit en français ou en langue des signes.



« Ce n'est pas une inclusion à tout prix, mais une inclusion intelligente », résume la coordinatrice. Une pédagogie ajustable, qui s'adapte en permanence aux besoins de chacun et fait de la diversité un levier d'apprentissage collectif.

Pourtant, dans cette classe, et *« parce que le binôme des enseignantes préfère fonctionner ainsi »*, indique la coordinatrice, la leçon de français est collective. Elle est consacrée aux déterminants. Peu à peu, le tableau blanc se remplit de colonnes bleu vif : « possessif », « interrogatif », « exclamatif », « article », « démonstratif ». Les enfants proposent des exemples à voix haute ou en signes, la maîtresse reprend, recadre, souligne : *« Après un déterminant, il doit y avoir quoi ? Un nom. »*

Concrètement, le tableau, les affiches, les consignes écrites et les supports d'exercices sont pensés pour être « lisibles » pour tous, y compris ceux qui apprennent à lire en français écrit mais s'expriment d'abord en langue des signes.

Au fil de la leçon, un drôle de ballet se met en place. La première enseignante mène la séance : elle structure la leçon sur les déterminants, distribue la parole, note les phrases au tableau, lance les exercices à faire dans



→ le cahier. La seconde signe chaque consigne, reformule, répond en langue des signes aux questions des élèves sourds, tout en gardant un œil sur ceux qui peinent à suivre. Les deux enseignantes se croisent, se complètent, se répondent.

Leur complicité se joue dans les détails : un regard échangé avant de passer à l'exercice suivant, un léger signe pour signaler qu'un élève n'a pas compris, une phrase orale que la seconde reprend aussitôt en signes, sans même que la première ait à ralentir son rythme. Quand l'une écrit, l'autre observe les réactions dans la classe et adapte le tempo ; le cours avance à deux voix, deux corps, deux langues.

Lors de la mise en commun sur les déterminants, les élèves participent en levant la main... ou en agitant leurs doigts pour demander la parole en langue des signes. À l'avant, un élève propose : « *Son chien* » pour illustrer le déterminant possessif ; un autre enchaîne avec un déterminant interrogatif, qu'il peine à formuler, alors la maîtresse l'aide à construire la phrase : « *Quelle chaussure prends-tu ?* » Au fond, une élève sourde répète la structure en signes avant de l'écrire sur sa feuille.

Les erreurs deviennent des occasions d'apprendre : quand un enfant propose une phrase interrogative sans nom après le déterminant, l'enseignante le reprend : « *Fais bien attention, les déterminants interrogatifs doivent être suivis d'un nom.* » Autour, les camarades se penchent sur leur feuille, comparent leurs réponses, se montrent leurs exercices, parfois en chuchotant, parfois en signant, souvent en mélangeant les deux.

Tout cela paraît naturel, fluide, presque évident. Comme si cette classe avait inventé sa propre grammaire.

Cette classe bilingue donne à voir une école inclusive concrète : les élèves sourds ne sont ni isolés ni « traduits » à la marge, ils partagent la même salle, les mêmes exercices, la même progression que leurs camarades entendants, tout en ayant accès à leur langue première. Pour les enfants entendants, la langue des signes devient un outil de communication supplémentaire, un réflexe, parfois même un jeu, mais surtout une manière d'apprendre très tôt que l'école peut se vivre à plusieurs voix et plusieurs langues.

La coordinatrice insiste sur un atout inattendu : « *Le fait d'avoir deux enseignants est aussi un plus pour les élèves entendants. Pendant les exercices, ils ont deux paires d'yeux, deux approches, deux manières d'expliquer. Mais il faut penser à tout : même la place du professeur en classe pour ne pas gêner le champ visuel des élèves sourds.* »

Puis un signal que tout le monde comprend, celui de la récréation : « *On met bien la chaise sous le banc, on prend sa collation et on peut aller se ranger.* » Les enfants poussent leurs chaises, attrapent leurs sacs, avant de filer vers la cour.

Tout cela paraît naturel, fluide, presque évident. Comme si cette classe avait inventé sa propre grammaire.



25 ANS DE DÉFIS

Le projet bilingue a fêté en 2025 ses 25 ans. Dès septembre 2000, la Communauté scolaire fondamentale Sainte-Marie ouvrait sa première classe bilingue en langue des signes et en français. Le projet, novateur à l'époque, n'accueillait alors qu'un seul élève de deux ans et demi. Seize ans plus tard, ce pionnier terminait le seul cursus bilingue complet de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Aujourd'hui, les classes bilingues couvrent l'ensemble du parcours scolaire, de la maternelle au secondaire et chaque année, une cinquantaine d'élèves sourds ou malentendants y sont scolarisés.

Magaly Ghesquière, coordinatrice des classes bilingues, en connaît les coulisses comme sa poche. *« Les élèves entendants et malentendants grandissent ensemble depuis la maternelle jusqu'à la rhéto. Les classes mixtes comptent en moyenne 15-20 entendants et cinq sourds et malentendants. »*

Avant d'être la coordinatrice pédagogique de ces classes, Magaly Ghesquière a été engagée comme la première enseignante du projet. *« J'ai suivi le parcours de ces premiers élèves de la maternelle jusqu'en primaire, où j'ai travaillé*



→ dix ans avant d'en assurer la coordination.» Un rôle qui l'amène à la fois à suivre certains élèves de près, à accompagner les enseignants dans leurs réflexions pédagogiques et à chercher, collectivement, des solutions très concrètes aux difficultés rencontrées dans les classes.

«L'un des défis, c'est qu'il a fallu tout créer, tout développer : des fonctions d'enseignement, des fonctions d'encadrement, mais aussi la recherche de financements. Et c'est toujours le cas aujourd'hui», témoigne la coordinatrice.

«La principale difficulté reste le recrutement, renchérit Perry Binard, directeur du fondamental. Les fonctions d'instituteur, déjà en pénurie, le sont plus encore ici : il faut être diplômé et maîtriser la langue des signes au niveau de l'enseignement. Résultat : il n'existe pas de réserve de recrutement.»

Les rares candidats rejoignent le projet par intérêt, mais sans formation initiale; ils sont donc formés en interne tout en suivant, parallèlement, des cours du soir pour obtenir le certificat en langue des signes, indispensable pour être reconnu comme enseignants en immersion.

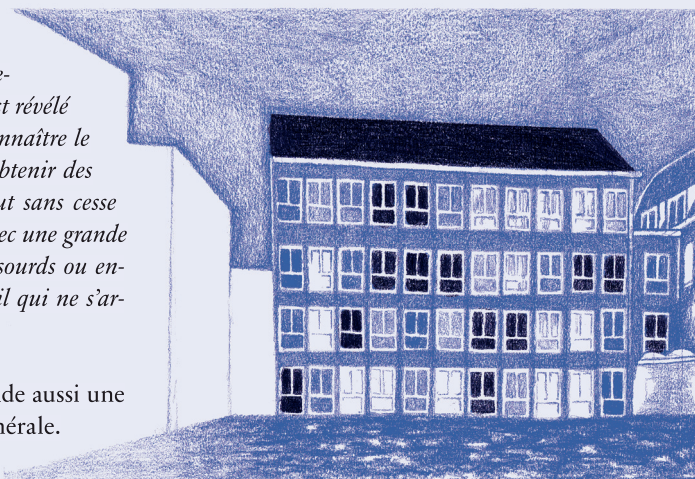
«Mais c'est un parcours qui peut s'avérer long : la formation en langue des signes s'étale désormais sur dix ans, contre cinq autrefois, ajoute la coordinatrice pédagogique. Le contexte de pénurie impose une réelle motivation. Nous devons donc repenser la manière de recruter et de former, en cherchant un modèle qui tienne compte des limites du cadre institutionnel actuel.»

Pour soutenir l'école face à ces défis, celle-ci peut compter sur l'asbl École & Surdité qui offre à l'institution les ressources humaines et techniques nécessaires pour accueillir les enfants sourds ou malentendants dans de bonnes conditions.

À sa tête, on retrouve Sylvie Denorre, directrice, qui occupe le poste depuis dix ans maintenant et accompagne l'école dans la mise en place des classes bilingues. Son neveu a d'ailleurs été scolarisé à Namur.

«Quand je suis arrivée, je pensais que tout serait plus simple, reconnaît-elle. Mais tout s'est révélé bien plus complexe, aussi bien pour faire reconnaître le dispositif auprès des instances politiques et obtenir des subsides que sur le plan pédagogique. Il faut sans cesse ajuster la pratique dans un cadre bilingue, avec une grande diversité de profils d'élèves et d'enseignants, sourds ou entendants. C'est un défi permanent, un travail qui ne s'arrête jamais.»

Perry Binard l'admet : un tel projet demande aussi une certaine souplesse dans l'organisation générale.



Le directeur le sait d'autant plus qu'il a lui-même enseigné pendant douze ans en troisième et quatrième primaire dans des classes bilingues. *« Un projet qui apporte une vraie plus-value pour les enfants sourds, mais aussi pour les enseignants. Travailler à deux, c'est exigeant, mais aussi d'une grande richesse, reconnaît-il. Cette collaboration crée une dynamique presque familiale, sans mur entre les enfants, qu'ils soient sourds ou entendants. En classe, nous adaptons sans cesse nos modes d'enseignement, parfois séparés, parfois réunis, mais toujours complémentaires. »*



Aujourd'hui, les enseignants sont d'ailleurs plus ouverts à ce fonctionnement : *« Ils y voient une vraie opportunité. Être deux, c'est être perçu comme un duo d'instituteurs à part entière, et cela multiplie le potentiel d'apprentissage sans compliquer les choses autant qu'on pourrait le croire. »*

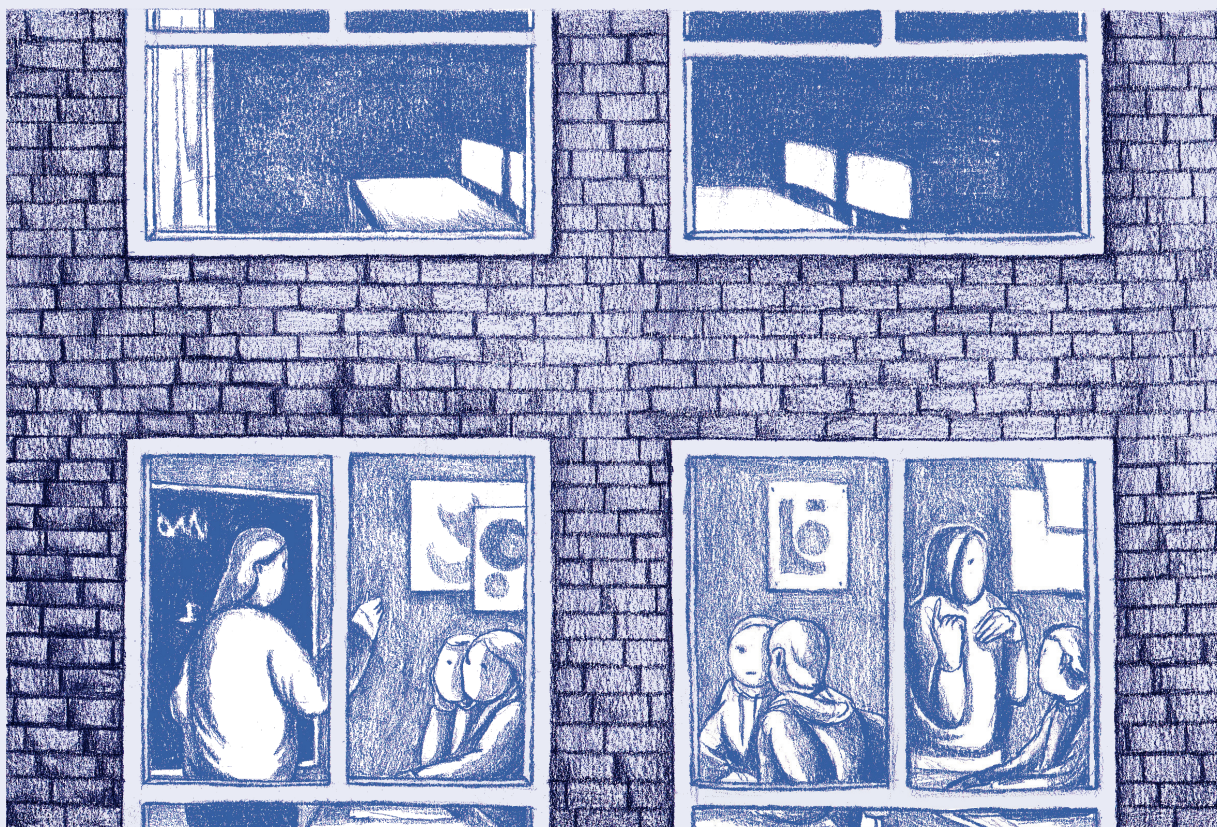
Bien sûr, la gestion du personnel et du budget reste un défi, ajoute le directeur – *« nous travaillons avec les mêmes moyens qu'une autre école »* –, mais la richesse humaine du dispositif en vaut largement la peine. *« Au quotidien, cela nous oblige à être sur tous les fronts, en permanence »*, résume Magaly Ghesquière.

« Nous tenons à rester une école ordinaire, mais cela limite nos moyens, ajoute Sylvie Denorre. Le financement reste un vrai défi : la Fédération Wallonie-Bruxelles couvre les postes d'enseignement, mais l'asbl doit assumer le reste – interprètes, puéricultrice, référents disciplinaires et en langue des signes... soit environ cinq équivalents temps pleins. Or, les subsides régionaux n'ont pas été indexés depuis dix ans. »

Dans un contexte budgétaire de plus en plus serré, cette incertitude pèse lourd. *« Nous faisons tout pour rester à l'équilibre afin d'éviter d'en arriver à des licenciements. »*

En Wallonie comme à Bruxelles, plusieurs écoles sont venues observer le fonctionnement de l'école, mais la plupart rebrousse vite chemin. *« Quand elles découvrent tout ce que cela implique, la réaction est souvent : 'Ah oui, quand même... Il faut donc une asbl?' Oui, et c'est ce que nous avons dû bâtir, seuls, il y a vingt-cinq ans »,* évoque Sylvie Denorre. *« À l'époque, tout reposait sur des bénévoles, alors qu'il fallait tout créer. Aujourd'hui, ce serait impossible : plus personne n'est prêt à s'engager de cette façon, même une journée par semaine »,* poursuit Magaly Ghesquière.





→ « Ce qui épuise, c'est cette lutte permanente pour exister, confie le directeur. Nous restons les seuls en Fédération Wallonie-Bruxelles : sur papier, le modèle est reproductible, mais, dans les faits, il est jugé trop lourd. »

Le directeur reste lucide : « L'avenir du projet dépendra du renouvellement des enseignants historiques et du maintien des inscriptions. Beaucoup de familles ignorent qu'une scolarité bilingue ordinaire est possible. Pourtant, c'est une chance unique pour les enfants sourds d'apprendre, de grandir et de s'épanouir aux côtés des entendants. »

Malgré les difficultés, les résultats sont tangibles. « Nos élèves trouvent leur place, que ce soit dans l'emploi ou dans l'enseignement supérieur, souligne Sylvie Denorre. L'un d'eux, devenu agrégé en géographie, enseigne aujourd'hui dans nos classes. Vingt-cinq ans plus tard, certains inscrivent à leur tour leurs enfants ici. »

UN LABORATOIRE

Depuis le lancement du projet bilingue de la Communauté scolaire Sainte-Marie, l'Université de Namur veille discrètement à son développement.

Chercheurs et enseignants y tissent depuis vingt-cinq ans un dialogue fécond entre observation scientifique et pratiques éducatives.

Magaly Ghesquière, première institutrice engagée dans les classes bilingues, a d'ailleurs rejoint le LSFB-Lab (Laboratoire de langue des signes de Belgique francophone) entre 2012 et 2017, puis à nouveau depuis 2021. « *Au départ, on croyait qu'introduire la langue des signes et placer deux enseignants suffirait à tout résoudre. On a vite compris que la réalité était bien plus complexe* », confie-t-elle. À l'époque, les analyses reposaient sur des cassettes VHS – un défi pour une langue visuelle dont la recherche émergeait à peine.

Autre défi à l'époque : il n'existait quasiment aucun manuel scolaire adapté. « *Par exemple, en mathématiques, il n'y avait pas – ou très peu – de vocabulaire en langue des signes pour des niveaux comme la 4^e, 5^e ou 6^e secondaire. Des notions comme delta ou cosinus n'existaient pas vraiment : il a fallu les construire.* »

C'est lors d'un colloque que Magaly Ghesquière croise la route du chercheur américain Marc Marschark, spécialiste de l'éducation bilingue des enfants sourds. De là naît la reprise, par les équipes namuroises, d'un concept clé : le co-enrôlement (« co-inscription »), modèle dans lequel élèves sourds et entendants apprennent ensemble, chaque cours étant animé par deux enseignants – l'un signant, l'autre parlant.

Cet échange amorce un dialogue international. Un ouvrage collectif réunira bientôt plusieurs écoles pionnières, des États-Unis à la Belgique. « *Nous avons découvert que d'autres programmes avaient vu le jour ailleurs, souvent sans concertation, mais à partir des mêmes constats* », souligne Magaly Ghesquière.

À Namur, le partenariat entre l'Université et la Communauté scolaire Sainte-Marie prend la forme d'allers-retours constants : des enseignants participent aux travaux du laboratoire tandis que des chercheurs testent leurs hypothèses dans les classes. Cette synergie a permis la conception d'outils novateurs, dont un dictionnaire numérique reliant directement mot et signe. Une ressource essentielle dans une langue qui ne s'écrit pas.

Une enquête menée entre 2014 et 2016 par l'Université de Namur auprès d'une vingtaine de binômes enseignants confirme les effets du dispositif : diversification des pratiques, progrès linguistiques et climat d'inclusion renforcé. Elle prouve qu'une école bilingue et inclusive peut offrir bien plus qu'un cadre d'adaptation : une véritable voie d'émancipation, où la différence n'isole plus, mais enrichit le collectif. •

« *Au départ, on croyait qu'introduire la langue des signes et placer deux enseignants suffirait à tout résoudre. On a vite compris que la réalité était bien plus complexe.* »

MAGALY GHESQUIÈRE,
COORDINATRICE
PÉDAGOGIQUE



alter·échos

Regard critique · Justice sociale

MÉDIAKIT

FAITES-VOUS CONNAÎTRE DANS LES PAGES ET SUR LE SITE DU MAGAZINE !

Alter Échos est le magazine bimestriel d'analyse critique des réalités sociales en Belgique. Il s'adresse au secteur social-santé, à la communauté étudiante et à l'ensemble des publics engagés.

Alter Échos se décline sur le web, via une newsletter et sous forme de débats radiophoniques en complément des dossiers au cœur de chaque édition.



CAMPAGNE WEB ET/OU PAPIER (LANGUE : FRANÇAIS)

- Parution unique/multiple dans les pages du magazine
- Insertion d'une bannière sur la page d'accueil du site web alterechos.be
- Insertion d'un visuel dans la newsletter

DIFFUSION

- 600 abonnés (abonnement unique papier + web)
- +- 4 800 lecteurs
- 150 points de vente en Wallonie et à Bruxelles
- 4 000 abonnés à la newsletter
- 15 000 visiteurs en moyenne par mois sur le site alterechos.be

DATES DE PARUTION EN 2025

Pour le **magazine papier** :

- n° 521 de janvier/février paraîtra le jeudi 6 février
- n° 522 de mars/avril paraîtra le jeudi 27 mars
- n° 523 de mai/juin paraîtra le vendredi 30 mai
- n° 524 de juillet/août paraîtra le jeudi 17 juillet
- n° 525 de septembre/octobre paraîtra le jeudi 2 octobre
- n° 526 de novembre/décembre paraîtra le jeudi 4 décembre

La **newsletter** est envoyée toutes les deux semaines le mardi.

DÉLAIS DE LIVRAISON DU MATÉRIEL PUBLICITAIRE

- Pour le **magazine papier** : 3 semaines avant la parution du numéro.
- Pour le **matériel digital** : 5 jours avant la date de mise en ligne.

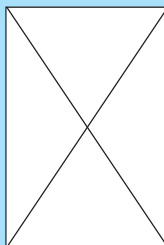
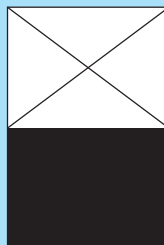
INFOS TECHNIQUES

Mode colorimétrique : CMYK / Débord : 5 mm / 300 DPI / .pdf, .jpg ou .tiff

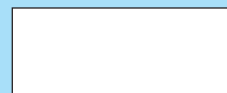
FORMATS ET TARIFS (HTVA)

1/2 PAGE

PLEINE PAGE



BANNER NEWSLETTER



BANNER SITE



L20 x H 13,5 cm
350 €

L20 x H 26,5 cm
750 €

650 x 250 px
100 €

1014 x 274 px
200 € / 15 jours



CONTACT ET INFORMATIONS | 02 541 85 30 | SAHRA.ALLALI@ALTER.BE | WWW.ALTERECHOS.BE | WWW.ALTER.BE